

GUERRE FROIDE ÉCONOMIQUE

Les planificateurs français



À partir de 1945, la diplomatie états-unienne, dans la perspective de la construction d'un axe économique atlantiste, charge Jean Monnet, chef de file du mouvement planificateur, de mettre en place différents organismes destinés à distribuer les crédits nécessaires à la reconstruction. Placé sous la tutelle de Washington, le Commissariat au Plan constitue le relais français du Plan Marshall et l'un des principaux bastions regroupant hauts fonctionnaires, syndicalistes et intellectuels engagés aux côtés des États-Unis dans la Guerre froide.

page 2

Powell s'en va, les Vulcains s'installent

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

La démission de Colin Powell du département d'État est le symbole du départ des modérés de l'administration Bush I, ce qui suscite les réactions les plus tranchées. Sydney Blumenthal note que les départs et les nominations sont faits en fonction de la loyauté de chacun et que ce n'est pas une administration, mais un régime qui se met en place.

page 10

REPÈRE : 15 NOVEMBRE 1941

Le triangle rose

En Allemagne, en 1929, la République de Weimar avait obtenu de justesse, suite au remarquable travail de lobbying par le comité « Scientifique Humanitaire » du député Hirshfeld, le vote d'une loi qui décriminalisait l'homosexualité et cessait de la considérer comme une forme de démence. Arrivé au pouvoir, afin de se garantir le soutien des conservateurs catholiques, le chancelier Hitler fait semblant de découvrir l'homosexualité militante d'Ernst Röhm, chef de la S.A. Il est assassiné avec d'autres dirigeants nazis homosexuels lors de la Nuit des Longs Couteaux. En 1936, Himmler met en place une Police Secrète pour la Lutte contre l'Homosexualité et l'Avortement. Le 15 novembre 1941, un décret condamne toute personne soupçonnée d'homosexualité qui a refusé la castration volontaire à être envoyée en camp de concentration. Elles y portent le triangle rose et sont soumises à un régime de travaux particulièrement pénibles « pour les laver de leur efféminement » et de castration chimique « pour les guérir de leur perversion ». 150 000 hommes et femmes seront déportés et plus de 30 000 mourront dans les camps. ■



NOTRE AMI DANILO ANDERSON ASSASSINÉ À CARACAS

Le véhicule du procureur d'État Danilo Anderson (en médaillon), qui venait de convoquer 400 membres de l'opposition soupçonnés d'avoir fomenté la tentative avortée de coup d'État de 2002 contre le gouvernement démocratiquement élu de Hugo Frias Chavez au Venezuela, a été pulvérisé par deux bombes, la nuit dernière dans une rue de Caracas. Les premiers éléments indiquent que le corps retrouvé dans le véhicule carbonisé serait bien celui de Danilo Anderson, mais étant donné la violence des explosions, il faudra l'identifier formellement.

À la suite de la publication par le Réseau Voltaire d'informations sur l'organisation par la Maison-Blanche du putsch avorté, et à la suite de la mise en lumière de nouveaux éléments par une association de juristes vénézuéliens, les procureurs Luisa Ortega et Danilo Anderson avaient inculpé des dirigeants de groupes d'opposition. Ceux-ci auraient bénéficié d'un soutien logistique et financier de la NED/CIA, d'abord pour préparer le putsch, puis pour mener une campagne de déstabilisation lors du référendum révocatoire. ■

Guerre froide économique

Les planificateurs français

À partir de 1945, la diplomatie états-unienne, dans la perspective de la construction d'un axe économique atlantiste, charge Jean Monnet, chef de file du mouvement planificateur, de mettre en place différents organismes destinés à distribuer les crédits nécessaires à la reconstruction. Placé sous la tutelle de Washington, le Commissariat au Plan constitue le relais français du Plan Marshall et l'un des principaux bastions regroupant hauts fonctionnaires, syndicalistes et intellectuels engagés aux côtés des États-Unis dans la Guerre froide.



Jean Monnet

Le planisme [1], une doctrine inventée par le socialiste révisionniste Henri de Man, fédère durant les années 30 différents groupes politiques - néo-capitalisme de Jean Coutrot et du cercle X-Crise, néo-socialistes menés par Marcel Déat, intellectuels non-conformistes comme Jouvenel - qui rêvent d'un État contrôlé par les techniciens au détriment des instances démocratiques. La Seconde Guerre mondiale contribue à disqualifier la plupart des planistes qui s'engagent massivement dans les mouvements pétainistes. Ce n'est pas le cas de Jean Monnet qui fait le choix de travailler pour De Gaulle et ses alliés. À la Libération, cet allié naturel de Washington organise l'équipe des planificateurs qui va prendre en main la reconstruction et la modernisation de l'économie française.

À l'origine du Commissariat général au Plan : Jean Monnet et Étienne Hirsch

En août 1945, Jean Monnet, alors Commissaire à l'Approvisionnement, rencontre Charles De Gaulle à Washington et lui propose, dans l'objectif officiel de rendre cohérente la reconstruction industrielle de la France, de créer un organisme de planification. Le chef du gouvernement provisoire est séduit par la proposition de Jean Monnet. Le projet permet de confier la modernisation de l'économie française à des experts, qui, à l'abri des vicissitudes du pouvoir parlementaire, pourront piloter la reconstruction selon leurs principes technocratiques. De plus, l'organisme, conforme aux exigences de Washington, est le garant institutionnel indispensable afin de recevoir des crédits états-uniens. Dans cet esprit, Charles De Gaulle fait confiance à Jean Monnet et à son équipe pour négocier l'aide financière de Washington.

Pionnier de l'atlantisme, Jean Monnet, après une carrière dans le négoce de Cognac, a été, durant la Première Guerre mondiale, membre des commissions exécutives interalliées. Entre 1918 et 1939, il est successivement fonctionnaire à la Société des nations, conseiller financier dans différents gouvernements et cadre d'une banque privée... En 1940, il part à Washington afin de participer aux activités de la Mission d'achats britannique. Il rejoint Alger en 1943. De Gaulle le renvoie à Washington où il dirige le Comité français d'Approvisionnement avec l'aide de ses fidèles, des technocrates comme l'économiste Robert Marjolin [2], Félix Gaillard, futur chef du cabinet Monnet et surtout Étienne Hirsch [3].

Hirsch, diplômé de l'école des Mines, est un ancien de la SFIO. Il fut inscrit au groupe des étudiants socialistes dirigé par Marcel Déat. En 1924, déçu par le militantisme, il débute sa carrière professionnelle dans les établissements Kuhlmann de Raymond Berr. Hirsch est, comme Jean Monnet un atlantiste précoce. Il visite des usines aux États-Unis afin d'importer les méthodes de l'organisation scientifique du travail. Au Comité français de libération nationale (CFLN), il travaille avec Jean Monnet dont les connaissances des circuits logistiques lui valent d'être responsable du Commissariat à l'Armement, à l'Approvisionnement et à la Reconstruction. Intermédiaire entre De Gaulle et le gouvernement britannique, Étienne Hirsch deviendra rapidement une des personnalités les plus influentes de la planification. En 1945, avec Marjolin et Monnet, il prépare le Plan de modernisation et d'équipement (PME). En 1949, il est nommé Commissaire général adjoint. Partisan de la construction européenne, il remplace Louis Armand à la présidence d'Euratom en 1959. En 1961, après avoir déclaré naïvement lors d'un discours à l'Assemblée européenne que « *le président français de l'Euratom n'est pas au service de la France* » [4], son mandat n'est pas renouvelé. Il quitte Euratom et rompt avec le gaullisme qui ne lui paraît plus constituer un moyen de promouvoir l'atlantisme dont la construction européenne est l'un des éléments stratégiques [5]. Il n'est pas le seul planificateur à regretter le « *nationalisme* » du général De Gaulle.

Cependant, le 4 décembre 1945, les futurs chefs de la planification, qui font encore confiance au général, lui adressent un mémorandum le priant de mettre en place des instances de planification chargées de la reconstruction et surtout

de la modernisation de l'industrie française. En réalité, le projet consiste à intégrer l'économie dans un cadre atlantique, « rêve » de Jean Monnet datant de la Première Guerre mondiale. « Moderniser » signifie rendre l'économie plus compétitive. Fasciné par le modèle états-unien, Marjolin, Hirsh et Monnet veulent imposer les techniques managériales, l'organisation scientifique du travail ainsi que la mécanisation (par exemple de l'agriculture). La planification, qui officiellement n'a qu'une vocation technique, constitue donc un projet politique cohérent validé par Washington. De Gaulle l'accepte. Le Plan doit permettre d'obtenir des crédits états-uniens, de coordonner la reconstruction en servant de point de convergence entre les différents ministères concernés. Évidemment, Monnet promet que les planificateurs ne seront jamais rien d'autre que des techniciens au « caractère pragmatique ». C'est dans ce contexte que naît le Plan de modernisation et d'équipement (PME), organisme réunissant Marjolin, Hirsch, le statisticien Jean Fourastié (...) sous l'autorité de Monnet.

La planification au service de la Guerre froide

Le PME est l'héritier du planisme des années 30. Dès le début, ses théoriciens, Monnet en tête, tiennent à ce que les décisions soient prises en « concertation » (mais bien sûr sans que les parlementaires puissent intervenir). Cette tactique de « dépolitisation des politiques économiques » est directement inspirée des thèses de Jean Coutrot. Elle prend une forme officielle avec la création des commissions de modernisation qui réunissent des chefs d'entreprises, des hauts fonctionnaires, des syndicalistes, des experts divers... Étienne Hirsch, inspiré par le modèle britannique, est à l'origine des 18 commissions mises en place afin de légitimer l'action des « technocrates ».

Le PME n'est qu'une étape vers la création du Commissariat au Plan. En 1946, Robert Nathan, ancien président du Comité de planification du Bureau de la production de guerre à Washington, vient à plusieurs reprises en France afin de conseiller l'équipe de Monnet. L'enjeu est clair, le Plan doit être conforme aux exigences états-uniennes ; la distribution des crédits dépend de cette conformité. En 1946, un décret crée le Commissariat général au plan (CGP). Le premier plan devant être approuvé par Washington, Léon Blum, Emmanuel Monick (gouverneur de la Banque centrale en France) et Jean Monnet sont envoyés aux États-Unis en tant que négociateurs.

L'attribution des crédits états-uniens est soumise à des conditions qui ne sont qu'en apparence strictement économiques. À partir de 1946-1947, il devient clair que l'aide financière en Europe est conditionnée par des objectifs politiques liés à la lutte contre les partis communistes nationaux. Dans ce contexte, la France est un espace politique problématique, un enjeu clé de la diplomatie états-unienne. Les alliés de Washington - De Gaulle, Blum, Monnet et son équipe - sont chargés de donner des garanties politiques, d'autant plus que l'idée d'un interventionnisme économique comme instrument de lutte contre le communisme en Europe de l'Ouest a de nombreux partisans, notamment Jefferson Caffery, ambassadeur à Paris. Le PME, approuvé par la « concertation » (Philippe Lamour représentant les agriculteurs, Pierre Le Brun la CGT, Pierre Ricard le patronat), devient le fer de lance de l'axe économique atlantiste.

Dans cette logique impérialiste, Washington lance le Plan Marshall, une vaste opération destinée à créer un bloc capitaliste en Europe. En effet, la condition principale pour l'attribution des crédits oblige les différents gouvernements à rallier l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), placée sous la tutelle des États-Unis. Les fonds Marshall vont ainsi alimenter le Commissariat général au plan. La France entre, sans aucune consultation démocratique, dans le bloc capitaliste imaginé par Washington. Cette opération, que l'on peut considérer comme une délégation de souveraineté, marque le commencement d'une étroite coopération entre les hauts fonctionnaires du plan Marshall et une fraction de l'élite « *technocratique* » française.

Jean Monnet devient le premier Commissaire au plan et engage logiquement ses fidèles, notamment Étienne Hirsch, son successeur en 1951. Le Premier plan (47-53), dans le contexte de l'immédiat après-guerre, organise la modernisation des secteurs économiques de base (charbon, électricité, carburant, acier...). Financé par les fonds Marshall, le programme, exécuté en coopération avec des hauts fonctionnaires états-uniens, est un succès aux yeux de Washington. Les commissions de modernisation, instances de « *concertation* », peu nombreuses sont multipliées sous l'influence du nouveau commissaire Étienne Hirsch. La poursuite des activités des planificateurs nécessite de trouver des sources de légitimation. Hirsch radicalise le programme de la planification en engageant des experts divers chargés de masquer le caractère a-démocratique des décisions du Commissariat. Comme le dit Michel Crozier, il s'agit de « *dépassionner* » le débat politique en mettant en place des commissions fonctionnant comme des « *lieux neutres* » à l'intérieur desquels des experts discutent avec des « *partenaires sociaux* » et des hauts fonctionnaires. En pleine Guerre froide, ce type de discours, accréditant la thèse de la « *fin des idéologies* » chère aux intellectuels du Congrès pour la liberté de la culture, a une fonction politique évidente qui consiste escamoter la réalité des intérêts de classe. Dans ce cadre, on assiste à un mouvement de convergence entre les intellectuels anticommunistes du Congrès pour la liberté de la culture [6] et les « *technocrates* » de la planification, Raymond Aron [7] pouvant être considéré comme l'acteur clé de ce rapprochement.

Les intellectuels de la planification et « *la fin des idéologies* »

Les « *intellectuels bureaucrates* », selon l'expression du sociologue Merton, doivent légitimer les décisions des planificateurs. Leurs thèses, largement inspirées de « *l'idéologie de la fin des idéologies* » des New York Intellectuals - James Burnham, Sidney Hook, Daniel Bell [8] - prétendent invalider les théories de la lutte des classes et ainsi justifier le discours de la « *concertation* ».

Citons pour exemple les travaux de Michel Crozier et de son ami et « rival » Alain Touraine. Dans *L'évolution du travail ouvrier aux usines Renault*, ce dernier affirme que les ouvriers s'intègrent progressivement dans la société française, mettant ainsi en doute la perspective d'une révolution prolétarienne. Michel Crozier, jeune chercheur recruté par les réseaux atlantistes [9], critique la thèse de la prolétarianisation de l'employé défendue par le PCF. L'objectif politique de ces théories annonçant « *la fin de la classe ouvrière* » est

évidemment la disqualification des marxistes. Les raisons de cette subordination des « *intellectuels bureaucrates* », qui sont souvent des marxistes « repentis », résident dans un contrat tacite : les planificateurs donnent un poids institutionnel à des sociologues relativement marginalisés dans le champ universitaire, en échange les activités du Commissariat sont légitimées par le discours scientifique.

Parmi les « *intellectuels bureaucrates* », Michel Crozier, ancien trotskiste formé par le Congrès pour la liberté de la culture, s'investit dans le travail de « *concertation* » des commissions ; il est membre de la Commission de l'équipement culturel et du patrimoine artistique du Cinquième Plan, de la commission nationale de l'aménagement du territoire du Sixième Plan, de la Commission de l'aménagement du territoire et du cadre de vie du Septième Plan ainsi que du Groupe d'études prospectives du Sixième Plan (avec Raymond Aron, Jacques Delors, Paul Ricoeur, Bernard Cazès, Alain Touraine...). Il deviendra bientôt l'un des porte-parole du club Jean Moulin, groupe politique des planificateurs [10].

En marge du Commissariat au plan, d'autres organismes tributaires des crédits Marshall fonctionnent comme de véritables lieux de formation et de recrutement des intellectuels pro-états-uniens. Ainsi en 1950, l'Association française pour l'accroissement de la productivité (AFAP) est créée dans le but d'importer les techniques d'organisation de l'entreprise. Le programme, élaboré par les hauts fonctionnaires du Bureau de technologie et de productivité du ministère du Travail, consiste à organiser des missions de productivité [11]. Moins d'un tiers des membres de ces commissions sont des spécialistes des sciences sociales, principalement des économistes et des sociologues (comme Michel Crozier qui participe à une mission en 1956 [12]). La formation de nouveaux « *gestionnaires* » capables d'imposer une « *pacification* » des relations dans l'entreprise (c'est-à-dire disqualifier les syndicats de gauche, principalement la CGT) constitue l'une des conditions d'attribution des crédits Marshall.

Le projet planificateur dépasse donc largement le cadre d'un organisme « *technique* » ; il constitue un mouvement politique hostile de fait à la consultation démocratique, doté d'une idéologie - celle de la « *fin des idéologies* » et surtout de la « *fin de la classe ouvrière* » - anticommuniste, absolument conforme aux intérêts atlantistes. Les planificateurs, distribuant généreusement les crédits du plan Marshall aux intellectuels, syndicalistes et hauts fonctionnaires qui prêtent allégeance aux États-Unis, après avoir nié constituer un courant politique, fédèrent différents clubs autour de leur projet « *technocratique* » afin de s'opposer au « *gaullisme triomphant* ».

Le club Jean Moulin, les planificateurs contre « *le gaullisme triomphant* »

Le club Jean Moulin est créé en 1958 [13] dans le contexte de la guerre d'Algérie et surtout des débuts de Ve République. Porteur d'un projet de société dont le principe est la légitimité de la « *compétence technique* », le club, fonctionnant comme une « *machine à politiser* » [14], constitue la forme de mobilisation spécifiquement politique des planificateurs à un moment où les bases de leur

pouvoir sont remises en cause par la rupture entre de Gaulle et les réseaux secrets à l'origine de son retour en 1958 [15].



Jean Monnet et Paul Delouvrier

Le club est dirigé à partir de 1959 par Georges Suffert, ancien président de la Fédération française des étudiants catholiques. Proche du groupe *Esprit*, il a travaillé pour le Commissariat au Plan avant de devenir journaliste à *Témoignage chrétien* et *L'Express*. En réalité, on trouve à la tête du club, un

« *Groupe des sept* » composé de futurs membres de la Commission Trilatérale (Paul Delouvrier, François Bloch-Lainé), une organisation internationale née en 1973 à l'initiative de David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski [16].

Les principaux hauts fonctionnaires du Plan s'engagent dans le club Jean Moulin : Étienne Hirsch, Jean Ripert (responsable de la coordination au CGP), Jacques Delors (chargé des affaires sociales au Plan), Claude Gruson (directeur de l'INSEE), Simon Nora (membre du SEEF), Jean Saint-Geours (chef du SEEF) ... Le projet politique des planificateurs attire des syndicalistes de la CFTC (Gonin et Vignaud du pôle Reconstruction), de la CGT (Lebrun), de la CNJA (Douroux)... mais aussi des jeunes énarques (Olivier Chevillon, Paul Lemerle), des universitaires (des juristes comme Maurice Duverger et Georges Vedel et des chercheurs issus du CES comme Michel Crozier et Pierre-Henri Chombart de Lauwe), des personnalités de l'univers du journalisme (Philippe Vianney, le créateur du Centre de formation des journalistes ; Michel Drancourt, rédacteur en chef d'*Entreprise*), des entrepreneurs du secteur privé (Claude Alphandéry, banquier et promoteur immobilier) ...

Certains débats sont rendus publics par l'intermédiaire de compte-rendus diffusés sous la forme de bulletins d'information qui paraissent dans le journal *Le Monde*. D'autre part, les éditions du Seuil (dont le fondateur, Paul Flamand, est un membre actif du club) organisent la diffusion de textes rédigés par l'équipe de Suffert.

Publié en 1961, *L'État et le citoyen* constitue le manifeste du club. Le texte, écrit par Georges Vedel et Maurice Duverger (questions institutionnelles), Michel Crozier (questions de « *société* ») et Georges Suffert, réunit les thèmes majeurs du discours des planificateurs : « *fin des idéologies* », « *participation des ouvriers à la gestion de l'entreprise* », « *rationalité politique* », dévalorisation de l'action parlementaire...



Michel Crozier

Le club Jean Moulin, après 1962, tente de fédérer différents groupes autour d'un « *projet d'opposition au gaullisme triomphant* ». En 1963, les assises de Vichy rassemblent les différentes composantes du courant « *moderniste* » : le cercle Tocqueville, le club *Vie nouvelle* de Jacques Delors [17], les jeunes agriculteurs de Michel Debatisse, des syndicalistes de la CFTC...

Parallèlement à la préparation des assises, Georges Suffert s'associe à Jean-Jacques Servan-Schreiber afin d'organiser la campagne de Gaston Defferre. Le projet divise le club. L'échec est fatal à Georges Suffert qui est contraint de quitter le club. Ses maladroites - il soutient successivement Defferre, De Gaulle, Lecanuet, puis Mitterrand - sont à l'origine de la dissolution progressive de la « *machine à politiser* » des planificateurs [18]. Le club ne disparaît pas pour autant, mais abandonne définitivement la vocation électorale. Il poursuit ses activités durant les années 70 avec l'aide de la Trilatérale qui recrute des membres de ce courant de pensée comme Michel Crozier. Le sociologue attitré du club Jean Moulin rédige, en collaboration avec le penseur post-fasciste Samuel Huntington [19], un rapport sur *La crise de la démocratie* [20]. Dans ce document rédigé après la crise du Watergate, ils affirment que trop de démocratie tue la démocratie. La « *gouvernabilité* » des sociétés contemporaines exigerait donc qu'on limite la démocratie et la liberté de la presse et que l'on s'en remette plus souvent à des techniciens.

Le processus est complet : pour casser la dynamique communiste à la Libération, les États-Unis ont conditionné l'aide à la reconstruction à la dépolitisation de la politique économique. Ils ont imposé un système de planification par concertation hors du débat parlementaire et démocratique. Puis, dans les années 60, lorsqu'ils sont entrés en conflit avec De Gaulle, ils ont promu la carrière politique des technocrates qui les avaient servis. Enfin, dans les années 70, ils les ont associés au processus naissant de globalisation, toujours avec la même crainte du « *mauvais choix* » que pourraient faire les peuples.

Denis Boneau

[1] « *Le planisme, une idéologie fasciste française* », par Denis Boneau, *Voltaire*, 3 novembre 2004.

[2] Marjolin, avant la guerre, a travaillé en collaboration avec le protégé de la fondation Rockefeller, le professeur d'économie Charles Rist

[3] Richard Kuisel, *Le capitalisme et l'État en France, Modernisation et dirigisme au XXe siècle*, Gallimard, 1984.

[4] Catherine Previti Allaire, *Les archives d'Étienne Hirsch à Florence. Sources d'un itinéraire européen*

[5] « *Histoire secrète de l'Union européenne* », *Voltaire*, 28 juin 2004.

[6] « *Quand la CIA finançait les intellectuels européens* » par Denis Boneau, *Voltaire*, 27 novembre 2003.

[7] « *Raymond Aron, avocat de l'atlantisme* » par Denis Boneau, *Voltaire*, 21 octobre 2004.

[8] James Burnham et Daniel Bell sont les auteurs de deux ouvrages-manifestes du Congrès pour la liberté de la culture, *L'ère des organisateurs* et *La fin des idéologies*.

[9] « *Il y avait aussi des Américains à demeure. Ceux du Plan Marshall bien sûr, mais surtout, ceux du Congrès pour la liberté de la culture qui venaient au secours de la vieille Europe (sic). Je fréquentais relativement peu les fonctionnaires du plan Marshall qui m'aidèrent pourtant à publier mon premier livre, Usines et syndicats d'Amérique* ». Michel Crozier, *Ma belle époque*, p. 75.

[10] Rémy Rieffel, *La tribu des clercs, Les intellectuels sous la Cinquième République*, Calmann-Lévy, 1993.

[11] De 1950 à 1953, l'AFAP organise plus de 450 missions de productivité.

[12] « C'était une mission très particulière, limitée à six personnes, toutes théoriquement praticiennes de la recherche universitaire. Elle devait rendre compte très exactement de ce que les sciences sociales pouvaient apporter au développement de la productivité dans les entreprises. » in Michel Crozier, *Ma belle époque*.

[13] Deux anciens résistants sont considérés comme les fondateurs officiels du club : Daniel Cordier, un riche marchand de tableaux, ancien secrétaire de Jean Moulin et Stéphane Hessel, un ancien déporté d'origine franco-allemande. Mais ces deux personnalités n'ont que peu d'influence sur la définition des premières orientations du club.

[14] Delphine Dulong, *Moderniser la politique, Aux origines de la Cinquième République*, L'Harmattan, 1997.

[15] « Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains », « Quand le stay-behind portait De Gaulle au pouvoir » et « Quand le stay-behind voulait remplacer De Gaulle », par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août, 27 août et 10 septembre 2001

[16] « La stratégie anti-russe de Zbigniew Brzezinski » par Arthur Lepic, *Voltaire*, 22 octobre 2004.

[17] Le club Citoyens 60, créé en 1959, rassemble des membres (ou d'anciens membres) du MRP, de la SFIO et des syndicalistes de la CFTC. Club spécifiquement catholique, placé sous l'autorité du mouvement Vie nouvelle, Citoyens 60 assure le recrutement et la formation des membres de Vie nouvelle. Janine Mossuz, *Les clubs et la vie politique*, A. Colin, coll. « U », 1970.

[18] Deux mendésistes historiques du club Jean Moulin et de Citoyens 60, Simon Nora et Jacques Delors, entreront dans l'équipe de Chaban-Delmas (ancien ministre du cabinet de 1954). Selon Michel Crozier, « la nouvelle société » de Chaban-Delmas serait un « legs » du club Jean Moulin.

[19] Sur la carrière d'Huntington avant qu'il n'acquière sa notoriété, voir « La Guerre des civilisations » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 4 juin 2004.

[20] *The Crisis of Democracy, Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission* par Michel Crozier, Samuel Huntington et Joji Watanuki, University Press, NY, 1975

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Powell s'en va, les Vulcains s'installent

Analyse

La démission du général Colin Powell et de l'enseigne Richard Armitage, son frère d'armes, du département d'État marque le départ des éléments modérés de l'administration Bush I. M. Powell avait énoncé une doctrine qui porte son nom. Il avait posé comme responsabilité première des officiers d'économiser la vie de leurs hommes, prônant même la théorie de la « guerre zéro mort ». À ce titre, il s'était opposé aux aventures militaires du président Bush, conçues par les Vulcains et vendues à l'opinion publique par les intellectuels néo-conservateurs. Cet antagonisme a souvent été mal analysé dans la mesure où les propagandistes néo-conservateurs sont des personnages publics, tandis que les Vulcains n'avaient pas vocation à s'exposer. C'est pourtant ce groupe, formé et dirigé par Condoleezza Rice, qui triomphe aujourd'hui, et ses hommes qui prennent le contrôle des rouages décisionnels.

Max Boot dresse dans le *Los Angeles Times* un bilan peu élogieux du partant. Powell n'a pas su vendre la politique des États-Unis à l'étranger, d'autant qu'il n'a pas vraiment essayé. Il est resté ancré dans son fauteuil à Washington au lieu de voyager. Il n'a cessé de provoquer des conflits internes dans l'administration, notamment via le biais de « son » journaliste, le rédacteur en chef du *Washington Post*, Bob Woodward.

Joel Mowbray en rajoute dans le *Washington Times*. Powell, dit-il, défendait les personnels du département d'État devant le président au lieu de défendre le président devant le département d'État. Désormais, George W. Bush se donne les moyens de faire appliquer toute sa politique, celle-ci en gagnera en cohérence et en efficacité.

Philip H. Gordon note dans le *Boston Globe* que ce départ clarifie la situation.

Powell était un modéré chargé de conduire une politique dure. Mais cela ne changera rien au fond puisqu'il n'avait aucun pouvoir décisionnel, la politique étrangère étant définie par le seul président. Cette analyse a été adaptée et publiée dans *Le Monde*, cette fois avec la double signature de l'auteur et de son collègue à la Brookings Institution, Justin Vaisse.

Salameh Nematt du cabinet sioniste Benador Associates se réjouit dans *Dar Al-Hayat* de ce que la nomination de Rice au département d'État fait suite à celle de Porter Goss à la CIA. Les deux responsables vont pouvoir purger ces administrations déloyales. Si Goss a déjà commencé, Rice ne saurait tarder. Enfin l'administration va servir la politique du président.

Sydney Blumenthal observe dans le *Guardian* que les démissions et nominations actuelles obéissent à une unique logique : sanctionner tous ceux qui ont émis des réserves sur la ligne politique du président Bush et promouvoir les extrémistes. Il n'est pas question de compétence, mais de loyauté. L'ancien conseiller du président Clinton en conclut que ce n'est plus une administration, mais un régime, reprenant une analyse que nous développons depuis le 11 septembre 2001 et que, malheureusement, chaque événement vient confirmer.

Enfin, dans *Dar Al-Hayat*, le journaliste Randa Takieddine refuse de personnaliser les relations franco-états-uniennes. Avec justesse, il souligne que le problème n'est pas de savoir si les Français préfèrent la courtoisie de Powell au sourire de Rice, mais si les deux États peuvent surmonter leurs différends. Or, s'il sont capables de travailler de concert sur de nombreux dossiers, leurs points de vue sont irrémédiablement antagonistes sur l'Irak. Les États-Unis ne croient qu'en une solution militaire, la France qu'en une solution politique.

Réseau Voltaire

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and*

« Défaillance d'un commis voyageur »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Dearth of a Salesman », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 19 novembre 2004.

Il y a un accord général dans les cercles politiques selon lequel Colin Powell est un grand Américain, mais un petit secrétaire d'État, même si les raisons d'affirmer cela diffèrent selon les interlocuteurs. Pour la droite, il n'était pas un soutien suffisamment résolu de l'agenda belliqueux du président George W. Bush, tandis que la gauche pense qu'il n'a pas fait assez pour s'opposer à son programme. Aucun de ces point de vue n'est tout à fait exact.

Powell avait des réserves sur l'invasion de l'Irak (il en avait déjà en 1991) et il les a confiées à son fidèle Bob Woodward mais, comme un bon soldat, il a soutenu du mieux qu'il l'a pu la décision de son commandant en chef. Il n'y a rien de mal

the Rise of American Power. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

dans cette attitude ni à ses différends avec **Dick Cheney** et **Donald Rumsfeld**. Un président bénéficie d'un tel débat dans son équipe tant qu'il n'est pas paralysant. C'est malheureusement parfois ce qui est arrivé pour l'Irak ou la Corée du Nord, mais tout n'est pas de la faute de Powell, beaucoup des torts dans ce domaine reviennent à **Condoleezza Rice** dont la fonction était justement de pratiquer des arbitrages.

Le vrai problème avec Powell, c'est qu'il n'a pas très bien vendu la politique de l'administration Bush, soit parce que le cœur n'y était pas, soit parce qu'il n'était pas vraiment doué pour cela. Il a eu des succès quand il a fallu obtenir des droits de passages et des bases en Ouzbékistan ou au Pakistan contre les Talibans, mais beaucoup moins pour construire une coalition contre l'Irak. Il a été convaincant à l'ONU (même si ses preuves se sont révélées fausses plus tard), mais il n'y avait pas moyen d'obtenir un accord du Conseil de sécurité de l'ONU et c'est sa stratégie consistant à se tourner vers l'ONU qui était fautive. Pire, Powell n'a pas obtenu le soutien de la Turquie et il a eu le tort de ne pas s'y rendre. C'est le problème de Powell : il ne voyage pas ! Il est le secrétaire d'État qui a le moins voyagé en 30 ans alors qu'il aurait dû voyager incessamment pour expliquer la politique américaine. Il n'a pas non plus relancé la diplomatie publique et n'a pas nommé les bonnes personnes dans les ambassades. La politique étrangère ne changera pas puisqu'elle est décidée par le président, reste à savoir si Rice la vendra mieux.

Joel Mowbray



Joel Mowbray est reporter au National Review.

« Avec Rice à sa tête »

Source : Washington Times

Référence : « With Rice at the helm », par Joel Mowbray, *Washington Times*, 18 novembre 2004.

En nommant **Condoleezza Rice** au département d'État, **George W. Bush** nomme sa plus loyale conseillère dans l'administration la plus déloyale. Toutefois, quels que soient les changements qu'elle ordonnera, la bureaucratie qui règne dans cette institution rend toute réforme presque illusoire.

Mademoiselle Rice va diriger une administration de 47 000 personnes disséminées partout dans le monde et n'en faisant qu'à leur tête. Quand le président a prononcé son discours sur l'« Axe du Mal », des employés du département d'État à Paris et ailleurs se sont empressés d'expliquer à des Européens anxieux que le président n'avait pas vraiment voulu dire « Axe » et qu'il n'avait pas vraiment dit « Mal ». Quand l'administration Bush combattait le terrorisme, le département d'État renforçait le système de visa avec l'Arabie saoudite qui avait permis à 15 des 19 terroristes du 11 septembre de pénétrer sur notre territoire. En outre, des sources « anonymes » du département d'État ne cessent de s'attaquer au président par voie de presse.

Colin Powell a eu le tort de se faire l'avocat de son service dans l'administration Bush au lieu de défendre l'administration Bush dans le département d'État. Il a mené cette politique au nom de la « stabilité ». De toute façon, la plupart des nominations échappent au secrétaire d'État qui n'est même pas en mesure de

virer quelqu'un. Le plus efficace des secrétaires d'État fut George P. Schultz qui parvint à faire appliquer la politique de **Ronald Reagan** par son administration. De son côté, Rice n'a pas été une directrice du **National Security Council** très efficace et son équipe était largement composée de membre du département d'État et de la **CIA**. Elle doit renverser cette tendance.

Quoi qu'il en soit, elle a un avantage certain : elle sait qu'elle doit servir le président et pas l'administration.

Philip H. Gordon, Justin Vaïsse



Philip H. Gordon est chercheur à la Brookings Institution à Washington. Il est ancien directeur des affaires européennes du National Security Council et consultant à la Rand Corporation. Il est coauteur de *Allies at War : America, Europe and the Crisis Over Iraq*.

Ancien rédacteur des discours au ministère français de la Défense (1998-1999), Justin Vaïsse est chercheur à la Brookings Institution, professeur d'histoire à l'Institut d'études politiques de Paris et chercheur au Centre d'Histoire de l'Europe du Vingtième Siècle. Il est co-auteur avec Pierre Hassner de *Washington et le monde*.

« La vérité sur Colin Powell »

Source : Le Monde

, The Boston Globe

Référence : « The truth about Colin Powell », par Philip H. Gordon, *Boston Globe*, 17 novembre 2004.

L'auteur signe, cette fois avec Justin Vaïsse, un texte aux arguments identiques sur le fond bien que différent dans la forme dans *Le Monde* : « Le testament brouillé de Colin Powell », 19 novembre 2004.

Pour les démocrates, les républicains modérés et beaucoup d'alliés des États-Unis, **Colin Powell** était la seule voix raisonnable et modérée dans une administration Bush dominée par les durs comme **Dick Cheney** ou **Donald Rumsfeld**. Certains pensent que, sans Powell, la politique de l'administration Bush lors du précédent mandat aurait été encore plus unilatérale et arrogante. Aussi, son remplacement par l'une des proches collaboratrices de **George W. Bush**, qui a toujours été du côté des faucons du **Pentagone**, met fin à la dernière note d'équilibre dans cette administration. En fait, il ne faut pas voir Powell comme un libéral, il n'a jamais prouvé qu'il l'était.

Powell a fait ses premiers pas en politique étrangère sous **Ronald Reagan** et **George H. Bush** où il a soutenu le réarmement face à l'URSS, le soutien aux Contras au Nicaragua, l'invasion du Panama et de l'Irak et en tant que chef d'état-major en 1993, il s'opposa au projet d'intervention humanitaire dans les Balkans de **Bill Clinton**. Il ne s'est jamais fortement opposé aux conseillers de Bush et même si, selon ce qu'il a dit à **Bob Woodward**, il n'était pas favorable à la guerre, une fois que la décision a été prise, il ne l'a jamais remise en cause et il a suivi le mouvement. Il n'a jamais influencé l'administration Bush, mais elle s'est servi de sa notoriété.

Il a certes réussi à convaincre le président d'éviter la confrontation avec la Chine, mais le nombre de ses défaites est bien plus considérable, de Kyoto (il défendait une initiative américaine de contre-proposition sur le réchauffement climatique) à Guantanamo (il soutenait l'application des accords de Genève), de la Corée du Nord et de l'Iran (il souhaitait conduire une politique conjuguant de vraies incitations aux menaces) jusqu'au Proche-Orient (il suggérait que l'Amérique s'implique pleinement dans son rôle d'arbitre), sans parler des politiques commerciales et de l'environnement.

Dans ces conditions, la disparition du modéré ne changera pas grand-chose.

Salameh Nematt

Ancien éphémère chef de l'unité stratégique de la cour jordanienne (1999), Salameh Nematt est correspondant du journal *Dar Al Hayat* à Washington. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« La fin du schisme ! »

Source : Dar Al-Hayat

Référence : « The End of the Schism ! », par Salameh Nematt, *Dar Al Hayat*, 19 novembre 2004

Virer **Colin Powell** de la tête de la diplomatie américaine après avoir remplacé **George Tenet** de la direction de la **CIA** vise à mettre fin au schisme dont l'administration Bush souffrait depuis quatre ans. Il ne faut pas être un génie pour conclure que **Condoleezza Rice** et **Porter Goss**, tout deux loyaux à la vision droitiste du président, vont **nettoyer le département d'État et la CIA**. Sans surprise, la démission de Powell a été suivie de celle de son adjoint, **Richard Armitage**, tout comme celle de Tenet avait été suivie par une série de démissions. Bush commence donc son second mandat en terminant sa révolution contre le pragmatisme modéré, une vision qui, selon lui et **Dick Cheney** n'a plus sa place depuis le 11 septembre. Bush a pensé qu'il devait coexister avec ce schisme pour des raisons électorales, mais aujourd'hui, il n'en a plus besoin.

Les changements vont avoir des conséquences internationales, notamment au Proche-Orient. Les pays arabes alliés des États-Unis vont subir plus de pressions pour soutenir la politique états-unienne et se réformer. Les premiers à devoir le faire seront sans doute la Jordanie et l'Égypte. Il ne sera plus permis à ces pays de collaborer sur les questions de sécurité tout en incitant à la violence contre les États-Unis dans les médias qu'ils contrôlent.

Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions

« Colin et les fous »

Source : The Guardian

Référence : « Colin and the crazies », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 18 novembre 2004.

La dernière scène de **Colin Powell** a été une dure mais poignante exposition de sa désillusion et de son humiliation. L'ancien général s'est toujours vu comme un homme discipliné et prêt au sacrifice mais **George W. Bush**, **Dick Cheney** et **Donald Rumsfeld** l'ont utilisé comme un outil, profitant de son statut d'homme le plus populaire des États-Unis dans leur intérêt. Puis, quand il a fait preuve d'indépendance, il a été isolé et son travail sapé.

Il est devenu une figure périphérique depuis son discours à l'ONU où il a présenté 26 fausses preuves. Son projet pour l'Irak a été rejeté bien qu'il prévoyait tous les problèmes à venir. Powell voulait rester les six premiers mois du second mandat Bush pour aider à la relance du processus de paix israélo-

de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon.Com.

palestinien, mais le président a exigé sa démission immédiate pour mettre **Condoleezza Rice** à sa place, malgré l'incompétence dont cette dernière a fait preuve à la tête du **National Security Council**.

Si on ajoute à cela **les purges à la CIA**, on note que l'on est en train d'assister à la nuit des longs couteaux des néo-conservateurs. La **CIA** a été condamnée pour son insubordination. On peut s'attendre à une action similaire au **département d'État**. Toutes les voix dissonantes sont éliminées. Ce n'est plus une administration, c'est un régime !

Randa Takieddine

Randa Takieddine est chef du bureau de *Dar Al Hayat* à Paris

« Condi et la diplomatie française »

Source : Dar Al-Hayat

Référence : « Condi and the French Diplomacy », par Randa Takieddine, *Dar Al Hayat*, 18 novembre 2004.

La réélection de **George W. Bush** et la nomination de **Condoleezza Rice** soulèvent des question sur l'avenir des relations entre la France et les États-Unis. Le président Bush et des responsables états-uniens ont fréquemment fait part de leur intention de fortifier leurs relations avec le continent européen tandis que les pays européens ont exprimé leur besoin de travailler avec plus de confiance et de coopération avec leur allié américain.

Condi [1] est connue des responsables français pour être une femme dure, très proche de Bush mais n'appartenant pas à la cabale des néo-conservateurs. Elle est capable d'obtenir des accords avec les Français sur bien des sujets.

Concernant la résolution 1559 sur la Syrie et le Liban, la coordination entre la France et les États-Unis se poursuit ; concernant le conflit israélo-palestinien, « Dobeulyou » a récemment annoncé la nécessité d'organiser des élections, ce qui est un pas dans la direction de la position française et Paris pense que les États-Unis veulent faire avancer le processus de paix malgré les réserves exprimées par Bush. Français et Américains travaillent également ensemble au Conseil de sécurité de l'ONU sur la Côte d'Ivoire. Cependant, la question irakienne reste un désaccord de principe. La France souhaite que l'opposition irakienne soit incluse dans la reconstruction politique du pays tandis que les États-Unis ne croient qu'aux vertus des canons. La France ne croit pas à une solution militaire en Irak et veut un gouvernement souverain qui ne saurait être celui d'**Iyad Allaoui**.

Récemment, la France a réussi, en coordination avec Washington, un mouvement diplomatique européen qui a permis un arrêt du programme d'enrichissement nucléaire iranien. Toutefois, le conflit israélo-arabe et l'Irak vont être des désaccords sur lesquels les deux diplomaties vont devoir se pencher.

[1] Il s'agit du sobriquet de Condoleezza Rice